

## « Nous lançons une mobilisation citoyenne pour l'emploi »

Alors que le nombre de demandeurs d'emploi en octobre sera connu jeudi 26 novembre au soir, le Groupement national des initiatives et des acteurs citoyens (Gniac) appelle à une mobilisation de la société civile contre le chômage.



FRED DUFOUR/AFP  
Agence Pôle Emploi à Pantin, Seine-Saint-Denis

Il s'agit d'expérimenter en Seine-Saint-Denis un « Pôle citoyen pour l'emploi » destiné à mutualiser les meilleures pratiques en matière de lutte contre le chômage.

Thierry du Bouëtiez de Kerorguen, le président du Gniac, explique le projet.

**Vous avez lancé cette semaine un appel à mobilisation citoyenne pour l'emploi. De quoi s'agit-il?**

**Thierry du Bouëtiez de Kerorguen:** Nous faisons tous le constat qu'en matière de lutte contre le chômage, beaucoup d'argent est dépensé mais avec une efficacité limitée. En tant que haut fonctionnaire, j'ai pu constater dans ma vie professionnelle que les politiques de l'emploi souffrent d'un éparpillement de dispositifs lourds et cloisonnés qui aboutit à freiner les initiatives locales, qui elles-mêmes sont éparpillées et peu coordonnées.

En mars 2014, nous avons créé le Gniac pour mettre de l'huile dans les rouages en rassemblant des acteurs de terrain, d'accord pour travailler ensemble à débloquer des situations modestes. Par exemple, nous avons aidé une association qui aide des jeunes de milieux défavorisés à rejoindre des filières d'excellence à s'implanter en province.

Or, parmi nos 300 membres, beaucoup s'intéressent à titre professionnel ou personnel aux questions d'emploi. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé en juin dernier de travailler avec Alexandre Jardin et son réseau Bleu Blanc Zèbre, qui voulait aussi se mobiliser sur l'emploi.

Nous avons choisi un territoire très marqué par le chômage, la Seine-Saint-Denis, pour expérimenter notre démarche. Nous voulons créer un « Pôle citoyen pour l'emploi » qui consiste à faire travailler des gens venus d'horizons différents (associations, entreprises, économie sociale, fonction publique...) pour promouvoir des bouquets d'initiatives favorables à l'emploi sur un territoire donné.

Cette semaine, nous avons franchi une nouvelle étape en lançant une mobilisation citoyenne pour l'emploi (1). Près de 200 personnalités dont Jean-Baptiste de Foucauld, le fondateur de Solidarité nouvelles face au chômage, Catherine Barbaroux, la présidente de l'Adie, Claude Alphandéry, le président du Labo de l'ESS, Saïd Hammouche, le patron de Mozaik RH, ont répondu. Nous appelons chacun à nous soutenir en signant notre appel sur le site Internet change.org.

Mais il ne s'agit pas d'une pétition classique. Dans notre esprit, signature vaut engagement à faire quelque chose. Les employeurs peuvent rejoindre notre vivier, les particuliers peuvent donner de leur temps en tant que bénévole. Ou faire un don qui aidera une initiative que nous soutenons.

### **Mais concrètement, quelles seront vos actions en Seine-Saint-Denis?**

**T.d.B.d.K.:** À chaque fois, il s'agit d'identifier des problèmes et de réfléchir à plusieurs pour essayer de trouver une solution. Nous avons cinq chantiers. D'abord, nous voulons contribuer au rapprochement des offres et des demandes d'emploi en constituant un vivier d'entreprises qui ont des postes à pourvoir, et en travaillant avec nos partenaires à accompagner chaque demandeur d'emploi qui passe par nous vers cet emploi. Nous avons prévu une réunion avec une vingtaine d'entreprises en janvier.

Il ne s'agit pas de s'occuper des 40 000 chômeurs du département, mais de trouver quelques solutions là où on peut le faire. Par exemple, il y a une clause d'insertion obligeant les entreprises qui construisent actuellement une ligne de métro à embaucher des personnes en difficulté, mais aussi incroyable que cela puisse paraître, elles ont du mal à identifier des candidats. Nous pouvons certainement les y aider.

Ensuite, nous voulons travailler sur la question de l'apprentissage. En Seine-Saint-Denis, entre 600 et 700 jeunes sont inscrits en formation en alternance mais n'ont toujours pas trouvé de patron. On va essayer de leur trouver une entreprise grâce à notre réseau.

Nous voulons aussi créer une fondation territoriale citoyenne qui doit servir de coup de pouce aux financements d'initiatives locales. Par exemple, les Cafés contact de l'emploi, qui permettent à des chômeurs et à des recruteurs de se rencontrer directement. Nous allons ensuite créer une plate-forme numérique de façon à rendre plus visibles les initiatives qui marchent et à développer ainsi l'offre de services. Nous voulons enfin nous intéresser aussi à la création d'entreprise et informer sur les nouvelles formes d'emploi, comme l'emploi partagé.

**Comment votre initiative est-elle reçue par les acteurs qui travaillent déjà sur ces questions de l'emploi? Ne risquez-vous pas de contribuer vous-mêmes à l'éparpillement que vous dénoncez?****T.d.B.d.K.:** Notre démarche est parfois comprise, parfois moins. Pôle emploi nous a reçus et nous a dit qu'elle allait désigner un chargé de mission pour être notre interlocuteur sur le département. Une des deux grosses communautés d'agglomérations du département a estimé que son Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) remplissait déjà très bien les missions que nous proposons, une autre s'est montrée plus curieuse.

Nos ambitions sont modestes, nous n'allons pas remplacer Pôle emploi! Notre valeur ajoutée, c'est de faire travailler ensemble des acteurs qui ne le font pas forcément dans un autre cadre et de trouver des solutions au cas par cas. Il ne s'agit pas de faire à la place de ceux qui travaillent déjà sur ces sujets, mais de faire autrement.

***RECUEILLI PAR NATHALIE BIRCHEM***

(1) Lancé sur le site Change.org, cet appel est paru le 23 novembre sur Alterecoplus. Plus d'infos sur [www.gniac.fr](http://www.gniac.fr) ou par mail: [gniac2014@gmail.com](mailto:gniac2014@gmail.com)

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Nous-lancons-une-mobilisation-citoyenne-pour-l-emploi-2015-11-26-1385074>

